

Direction générale des partenariats internationaux – DG INTPA

Publication d'un avis de vacance pour le poste de
conseiller principal/conseillère principale «Donateurs émergents» (grade AD 14)

(Bruxelles)

(article 29, paragraphe 2, du statut)

COM/2023/10438

Présentation

La direction générale des partenariats internationaux (DG INTPA) a pour mission de contribuer au développement durable, à l'éradication de la pauvreté, à la paix et à la protection des droits de l'homme, au moyen de partenariats internationaux qui défendent et promeuvent les valeurs et les intérêts européens.

La DG INTPA:

- joue un rôle de premier plan en ce qui concerne la formulation des politiques de l'UE dans le domaine de la coopération internationale et la mise en place de partenariats avec des pays et des organisations internationales du monde entier;
- collabore activement avec les services de la Commission pour veiller à ce que la dimension extérieure des politiques de l'UE renforce son action dans le monde;
- coordonne étroitement ses activités avec les États membres en suivant l'approche de l'Équipe Europe afin de soutenir l'action de l'UE à l'échelle mondiale;
- fonde ses actions sur le droit international et le multilatéralisme, et est à l'avant-garde des efforts déployés par l'Union européenne pour mettre en œuvre les engagements pris au niveau mondial, notamment dans le cadre du programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations unies et de l'accord de Paris sur le changement climatique;
- est responsable, soit seule, soit conjointement avec le Service européen pour l'action extérieure, de la programmation pluriannuelle et de la mise en œuvre des instruments extérieurs de l'UE;
- met en œuvre ses politiques et programmes par l'intermédiaire des délégations de l'Union européenne situées dans les pays partenaires et des organisations internationales. À cette fin, elle définit, établit et gère les systèmes de gestion, supervision, soutien et contrôle nécessaires pour atteindre les meilleurs résultats en matière de régularité, de qualité, d'effets et de visibilité des programmes mis en œuvre.

Poste proposé

Une nouvelle fonction de conseiller principal/conseillère principale à la DG INTPA, qui apportera un soutien au directeur général/à la directrice générale grâce à une réflexion stratégique et à des conseils sur les nouvelles possibilités d'engagement et de partenariat avec un certain nombre de donateurs émergents non européens qui mènent également des activités de coopération avec des pays en développement.

Le conseiller principal/la conseillère principale aidera le directeur général/la directrice générale et les services à explorer les synergies et les possibilités de renforcer les complémentarités d'action avec ces pays, en contribuant ainsi à des transformations radicales dans les pays partenaires et en apportant des réponses aux défis mondiaux.

Profil recherché (critères de sélection)

Les candidats doivent:

Qualités personnelles

- avoir un état d'esprit stratégique, une aptitude à émettre des jugements politiques éclairés et de solides capacités d'analyse, démontrant une grande capacité à proposer des idées innovantes et créatives et à présenter des plans d'action clairs, cohérents et réalistes;
- avoir d'excellentes compétences de négociation, de communication et de coordination, être capable de discuter efficacement avec des acteurs internes et externes à des hauts niveaux, et avoir une solide expérience en matière de coordination et/ou de négociation à niveau interinstitutionnel ou international;
- pouvoir fixer des priorités et prendre des décisions;

Compétences spécialisées et expérience

- disposer d'une très bonne connaissance et d'une réelle expertise des politiques internes et externes de l'Union européenne et des institutions de l'Union européenne;
- avoir une excellente compréhension des instruments financiers de l'Union européenne pour l'action extérieure et de leurs modalités de mise en œuvre;
- posséder une très bonne connaissance de la structure et de l'organisation de la direction générale, y compris du rôle et des spécificités du réseau des délégations de l'UE;
- avoir une bonne connaissance et une expérience des questions budgétaires, de la gestion financière et de la gestion horizontale;

Compétences de conseil

- démontrer une solide capacité à fournir des conseils d'expert et à émettre des avis à un haut niveau;
- avoir d'excellentes aptitudes de jugement et de compréhension politique dans un environnement politique mondial complexe;

Conditions essentielles (critères d'admission)

Seront pris en considération pour la phase de sélection uniquement les candidats qui, **à la date limite de dépôt des candidatures**, satisferont aux critères formels exposés ci-dessous.

- Nationalité: les candidats doivent être des ressortissants de l'un des États membres de l'Union européenne.
- Titre ou diplôme universitaire: les candidats doivent justifier:
 - soit d'un niveau d'enseignement correspondant à un cycle complet d'études universitaires sanctionné par un diplôme, si la durée normale desdites études est d'au moins 4 années;

- soit d'un niveau d'enseignement correspondant à un cycle complet d'études universitaires sanctionné par un diplôme et d'une expérience professionnelle pertinente d'au moins 1 an, si la durée normale desdites études est de 3 années ou plus (cette année d'expérience professionnelle ne peut être incluse dans l'expérience professionnelle postuniversitaire requise ci-dessous).
- Expérience professionnelle: les candidats doivent avoir au minimum 15 ans d'expérience postuniversitaire¹ à un niveau correspondant aux qualifications précitées.
- Expérience en conseil: au moins 5 années d'expérience professionnelle postuniversitaire doivent avoir été acquises à un poste de conseil de haut niveau².
- Langues: les candidats doivent avoir une connaissance approfondie de l'une des langues officielles de l'Union européenne³ et une connaissance satisfaisante d'une autre de ces langues. Des jurys de sélection vérifieront lors de l'entretien ou des entretiens si les candidats satisfont à l'exigence d'une connaissance satisfaisante d'une autre langue officielle de l'Union européenne. Pour ce faire, ils pourront notamment mener (une partie de) l'entretien dans cette autre langue.
- Limite d'âge: les candidats ne doivent pas encore avoir atteint l'âge normal de la retraite, qui correspond, pour les fonctionnaires de l'Union européenne, au dernier jour du mois durant lequel ils atteignent l'âge de 66 ans [voir article 52, point a), du statut⁴].

Sélection et nomination

La sélection et la nomination se dérouleront conformément aux procédures de sélection et de recrutement de la Commission européenne (voir le document sur la politique concernant le personnel d'encadrement supérieur⁵).

Dans le cadre de cette procédure de sélection, la Commission européenne met en place un jury de présélection. Ce jury examine toutes les candidatures, procède à une première vérification de l'admissibilité et détermine quels candidats répondent le mieux au profil recherché au regard des critères de sélection précités et qui peuvent être invités à un entretien avec le jury de présélection.

À l'issue de ces entretiens, le jury de présélection établit ses conclusions et propose une liste de candidats à convoquer à un autre entretien avec le comité consultatif des nominations (CCN) de la Commission européenne. À la lumière des conclusions du jury de présélection, le CCN choisit les candidats qui seront conviés à un entretien.

Les candidats convoqués à un entretien avec le CCN participent à une journée complète d'épreuves visant à évaluer leurs aptitudes d'encadrement, organisées par des consultants en recrutement externes (procédure du «centre d'évaluation»). Sur la base des résultats des entretiens et du rapport du centre d'évaluation, le CCN établit une liste restreinte de candidats qu'il estime aptes à exercer la fonction.

¹ L'expérience professionnelle n'est prise en considération que si elle constitue une véritable relation professionnelle définie comme un travail existant et réel, rémunéré, avec un statut de salarié (tout type de contrat) ou de prestataire de services. Les activités professionnelles à temps partiel font l'objet d'un calcul au prorata, sur la base du pourcentage des heures travaillées à temps plein, attesté par un certificat. Le congé de maternité/congé parental/congé d'adoption n'est pris en considération que s'il s'inscrit dans le cadre d'un contrat de travail. Les doctorats, même non rémunérés, sont assimilés à une expérience professionnelle pour une durée maximale de trois ans, à condition que la formation doctorale ait été achevée avec succès. Une même période ne peut être comptée qu'une seule fois.

² Dans leur curriculum vitae, les candidats indiqueront clairement, pour toutes les années durant lesquelles ils ont acquis une expérience de conseiller: 1) le titre et la nature des postes occupés, 2) le domaine exact ainsi que le niveau d'organisation auquel se situait le poste (nombre de niveaux hiérarchiques supérieurs et inférieurs), et 3) la structure hiérarchique pour chaque poste occupé.

³ <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A01958R0001-20130701>

⁴ <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A01962R0031-20140701>

⁵ https://commission.europa.eu/jobs-european-commission/job-opportunities/managers-european-commission_fr#documents (disponible uniquement en anglais).

Les candidats figurant sur la liste restreinte du CCN seront invités à un entretien avec le ou les membres de la Commission concernés.

À l'issue de ces entretiens, la Commission européenne prend la décision de nomination.

Le candidat retenu/la candidate retenue doit être en situation régulière au regard de toutes les obligations imposées par la loi en matière de service militaire, offrir les garanties de moralité requises pour l'exercice de ses fonctions et être physiquement apte à exercer ces fonctions.

Le candidat retenu/la candidate retenue devra disposer d'une habilitation de sécurité valide, délivrée par son autorité nationale de sécurité, ou être en mesure d'en obtenir une. Une habilitation de sécurité personnelle est une décision administrative qui intervient à l'issue d'une enquête de sécurité menée par l'autorité nationale de sécurité compétente pour la personne concernée, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur en matière de sécurité nationale, et qui certifie que ladite personne peut être autorisée à accéder à des informations classifiées jusqu'à un niveau donné. (Il convient de noter que la procédure nécessaire pour l'obtention d'une habilitation de sécurité ne peut être engagée qu'à la demande de l'employeur, et non par le candidat retenu/la candidate retenue).

Le candidat/la candidate ne pourra accéder aux informations classifiées de l'UE (ICUE) au niveau CONFIDENTIEL UE/EU CONFIDENTIAL ou à un niveau supérieur, et assister aux réunions durant lesquelles de telles ICUE sont examinées, qu'une fois l'habilitation de sécurité personnelle accordée par l'État membre concerné et la procédure d'habilitation achevée par la note d'information de la direction de la sécurité de la Commission européenne légalement exigée.

Égalité des chances

Conformément à l'article 1^{er} *quinquies* du statut, la Commission européenne poursuit un objectif stratégique consistant à parvenir à l'égalité entre les femmes et les hommes à tous les niveaux de l'encadrement d'ici la fin de son mandat actuel et applique une politique d'égalité des chances encourageant les candidatures susceptibles de contribuer à une plus grande diversité, à l'égalité hommes-femmes et à l'équilibre géographique global.

Conditions d'emploi

La rémunération et les conditions d'emploi sont prévues par le statut.

Le candidat retenu/la candidate retenue sera recruté(e) en tant que fonctionnaire au grade AD 14. Il/elle sera classé(e) à l'échelon 1 ou 2 de ce grade, en fonction de la durée de son expérience professionnelle.

L'attention du candidat retenu/de la candidate retenue est attirée sur l'obligation imposée par le statut à tout nouveau membre du personnel d'accomplir avec succès une période probatoire de 9 mois.

Le lieu d'affectation est Bruxelles.

Indépendance et déclaration d'intérêts

Les candidats seront tenus de présenter une déclaration par laquelle ils s'engagent à agir en toute indépendance dans l'intérêt général, ainsi qu'une déclaration relative aux intérêts qui pourraient être considérés comme portant atteinte à leur indépendance.

Informations importantes pour les candidats

Il est rappelé aux candidats que les travaux des jurys de sélection sont confidentiels. Il est interdit aux candidats d'entrer en contact direct ou indirect avec les membres de ces jurys, ou à quiconque de le faire en leur nom. Toutes les questions doivent être adressées au secrétariat du jury compétent.

Protection des données à caractère personnel

La Commission veillera à ce que les données à caractère personnel des candidats soient traitées dans le plein respect du règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil⁶. Cela vaut en particulier pour la confidentialité et la sécurité de ces données.

Procédure de dépôt des candidatures

Avant de présenter votre candidature, vous êtes invité(e) à vérifier soigneusement si vous remplissez tous les critères d'admission («Conditions essentielles»), notamment en ce qui concerne le type de diplôme, l'expérience professionnelle de haut niveau et les capacités linguistiques demandées. Tout(e) candidat(e) ne pouvant satisfaire à l'un ou l'autre des critères d'admission se verra automatiquement exclure de la procédure de sélection.

Si vous décidez de postuler, vous devez vous inscrire par l'internet sur le site suivant et suivre les instructions relatives aux différentes étapes de la procédure:

<https://ec.europa.eu/dgs/human-resources/seniormanagementvacancies/>

Vous devez disposer d'une adresse de courrier électronique valide. Celle-ci servira à confirmer votre inscription et à garder le contact avec vous au cours des différentes étapes de la procédure de sélection. Vous êtes dès lors prié(e) de signaler à la Commission européenne toute modification de votre adresse électronique.

Pour procéder à votre inscription, vous devez télécharger un curriculum vitae au format PDF, de préférence en utilisant le modèle de CV Europass⁷, et rédiger en ligne une lettre de motivation (8 000 caractères au maximum). Votre curriculum vitae et votre lettre de motivation peuvent être rédigés dans n'importe quelle langue officielle de l'Union européenne.

Il est dans votre intérêt de veiller à ce que votre candidature soit exacte, complète et fidèle à la réalité.

À l'issue de la procédure d'inscription en ligne, vous recevrez un courrier électronique confirmant que votre candidature a été enregistrée. **Si vous ne recevez pas de message électronique de confirmation, cela signifie que votre candidature n'a pas été enregistrée!**

⁶ Règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l'Union et à la libre circulation de ces données, et abrogeant le règlement (CE) n° 45/2001 et la décision n° 1247/2002/CE (JO L 295 du 21.11.2018, p. 39).

⁷ Vous trouverez des informations sur la manière de créer votre CV Europass en ligne à l'adresse suivante:
<https://europa.eu/europass/fr/create-your-europass-cv>.

Veillez noter qu'il n'est pas possible de suivre en ligne les étapes du traitement de votre candidature. Toute information concernant le statut de votre candidature vous sera communiquée directement par la Commission européenne.

Les candidatures transmises par courrier électronique ne seront pas acceptées. Pour tout renseignement complémentaire et/ou en cas de difficultés techniques, veuillez vous adresser par courrier électronique à: HR-MANAGEMENT-ONLINE@ec.europa.eu

Il vous incombe de procéder à votre inscription en ligne dans les délais. Il est vivement recommandé de ne pas attendre les derniers jours pour déposer votre candidature, car un encombrement des lignes ou une défaillance de la connexion internet pourraient faire avorter l'opération et vous obliger à la recommencer intégralement. Une fois le délai d'inscription expiré, il ne vous sera plus possible de saisir des données. Les inscriptions tardives ne seront pas acceptées.

Date limite de dépôt des candidatures

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au **29 septembre 2023 à 12 h 00 (midi), heure de Bruxelles**. L'inscription en ligne ne sera plus possible après cette date.